



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

40-0f du 30.9.2015

Date d'établissement du contrat : choisir date



Contrat n° selon GeFi pour prestations de mandataire ingénieur génie civil (projet et réalisation)

Raccordement des axes prioritaires :

- Axe 1400 Prez-vers-Noréaz / Romont / Vaulruz ,
- Axe 2000 Pont / Romont / Fribourg

**Romont, Nouvelle route de contournement de la Ville de Romont – Tronçon SUD
PCAM 19160**

conclu entre :

L'Etat de Fribourg

Agissant par : Service des ponts et chaussées (SPC)
Section Projets routiers (PRo)

Adresse : Rue des Chanoines 17
1700 Fribourg

Chef de section : Denis Wéry

Courriel : denis.wery @fr.ch

Téléphone : 026 305 36 73

appelé ci-après : **mandant**

et

Choisir type mandataire

Nom (bureau pilote)

Choisir planif. gén. oui/ non

N° de TVA/ IDE : N°

Représenté par : Prénom Nom

Adresse : Rue, Code et lieu

Courriel : Mail

Téléphone : Tél.

Partenaire 2 : Nom, Lieu

Partenaire 3 : Nom, Lieu

Sous-traitant : Nom, Lieu

appelé ci-après : **mandataire**

Ces informations seront
reprises du formulaire B
de l'offre du mandataire

Rémunération totale selon art. 4

Hors TVA :

TTC :

Imputation par compte

Pourcentage

Montant TTC

Etat, 5010.001-P-PCAM 19160-1- 3101

100%

0	Contenu du contrat	page
1.	OBJET DU CONTRAT	3
1.1.	ETENDUE DES PRESTATIONS DU MANDATAIRE	3
2.	ÉLÉMENTS DU CONTRAT ET LEUR ORDRE DE PRIORITÉ EN CAS DE CONTRADICTION	3
2.1.	LISTE DES ÉLÉMENTS DE CONTRAT	3
2.2.	ORDRE DE PRIORITÉ EN CAS DE CONTRADICTION.....	3
3.	PHASES PARTIELLES À RÉALISER	3
4.	RÉMUNÉRATION	5
4.1.	RÉMUNÉRATION À PRIX FERMES	5
4.2.	RÉMUNÉRATION D'APRÈS LE TEMPS EMPLOYÉ	5
4.3.	FRAIS ACCESSOIRES	6
4.4.	VARIATIONS DE PRIX (RENCHÉRISSEMENT).....	6
4.5.	RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS NON DÉFINIES DE MANIÈRE DÉFINITIVE	6
4.5.1.	Genre des prestations non définies de manière définitive :	6
4.5.2.	Rémunération :	6
5.	MODALITÉS FINANCIÈRES	7
5.1.	MODALITÉS DE PAIEMENT	7
5.2.	FACTURATION ET PAIEMENT	7
5.3.	DÉLAIS DE PAIEMENT	8
5.4.	LIEU DE PAIEMENT	8
6.	DÉLAIS	8
7.	INTERLOCUTEURS	9
8.	ASSURANCES	9
9.	DISPOSITIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS, CONDITIONS DE TRAVAIL ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	9
10.	ACCORDS SPÉCIAUX	9
10.1.	DÉROGATION AUX CONDITIONS GÉNÉRALES	9
10.2.	AUTRES ACCORDS SPÉCIAUX.....	10
10.2.1.	Vérification des factures	10
10.2.2.	Relations avec des tiers.....	10
10.2.3.	Prestations particuliers	10
11.	ENTRÉE EN VIGUEUR	11
12.	MODIFICATIONS DU CONTRAT	11
12.1.	MODIFICATIONS DES PRESTATIONS	11
13.	DROIT APPLICABLE, LITIGES ET FOR	11
14.	EXPÉDITIONS	12
15.	SIGNATURES	13
16.	ANNEXES	14

1. Objet du contrat

Procéder aux études de projet, d'appel d'offre travaux, à l'établissement du dossier d'exécution et à la direction des travaux pour l'aménagement de la nouvelle route de contournement de Romont.

1.1. Etendue des prestations du mandataire

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments :

Traitement de tous les éléments décrits ci-dessus selon le cahier des charges.

2. Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

2.1. Liste des éléments de contrat

Les éléments du contrat sont par ordre de priorité :

- a. Le présent contrat
- b. Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2015)
- c. Autres éléments du contrat (EC) :
 - EC1 L'offre du mandataire du 8 mai 2020 , annexes comprises, révisée le 15 mai 2020
 - EC2 Planning général du projet selon § 2.6 du cahier des charges
 - EC3 Lois et directives cantonales, directives et plans types du SPC.
 - EC4 Les normes, directives et règlements (principalement SIA et VSS), en vigueur lors du dépôt de la présente offre.
 - EC5 Les règles techniques de la construction
 - EC6 Le document «Construction durable: conditions pour les prestations d'études» (édition de juillet 2008)

2.2. Ordre de priorité en cas de contradiction

Si des éléments de contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 « Accords spéciaux ».

3. Phases partielles à réaliser

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffre 1.1), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat. Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies dans le MP SIA 112

Phases à réaliser	MP SIA 112, règlements SIA 102, 103 et 108	Autorisée par la signature **
-------------------	--	-------------------------------

<input type="checkbox"/>	11 Enoncé des besoins, approche méthodologique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	21 Définition de l'objet, étude de faisabilité	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation / dossier de mise à l'enquête	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	61 Fonctionnement	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	62 Maintenance	<input type="checkbox"/>

**** Par la signature du contrat, seule la réalisation des phases cochées est autorisée**

La réalisation des phases partielles restantes est soumise à l'autorisation écrite du chef de projet du mandant. Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases partielles. L'indemnisation est régie à l'art. 14 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire (édition 2015).

Dans ses indications sur les coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant :

- Pour l'appel d'offres, afin de vérifier le budget général du projet, un devis sera demandé au mandataire sur la base de la soumission d'entreprise (CAN).

4. Rémunération

4.1. Rémunération à prix fermes

Un prix ferme est défini pour la rémunération d'une prestation ou d'un ensemble de prestations (par ex. domaine de prestations, phase partielle, phase) convenus. Ce prix est fixe et par conséquent indépendant du temps de travail effectivement employé pour fournir les prestations concernées. Les honoraires calculés sur la base du coût de l'ouvrage constituent également un prix ferme.

☒ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire (document EC1)

☐

Structuration des objets		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
[%]		[CHF]	[CHF]	[CHF]	[CHF]
Rémunération brute à prix fermes		Ces informations seront reprises de la fiche A11 du document B de l'offre du mandataire			
Frais selon art. 4.3	0%				
Total intermédiaire					
./.. Rabais	0%				
Total intermédiaire					
./.. Escompte	0%				
Rémunération nette convenue					
TVA au taux de	7.7%				
Rémunération totale, TTC					

Ce prix est défini comme forfaitaire

4.2. Rémunération d'après le temps employé

Est rémunéré le temps de travail (en heures) effectivement employé pour fournir les prestations liées au mandat, jusqu'à concurrence de l'éventuel plafond des coûts convenu.

☐ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire (document EC1)

☒ Néant

☐ Rémunération fondée sur les tarifs horaires ci-après (hors TVA) : [CHF/ h]

Catégorie A,	Architecte / ingénieur	Le tarif horaire moyen applicable sera repris de la fiche A11 du document B de l'offre du mandataire
Catégorie B,	Architecte / ingénieur	
Catégorie C,	Architecte / ingénieur	
Catégorie D,	Technicien	
Catégorie E,	Dessinateur / adjoint	
Catégorie F,	Auxiliaires	

☒ Rémunération fondée sur le tarif horaire moyen ci-après (hors TVA), valable pour tous les collaborateurs du mandataire :

4.3. Frais accessoires

☒ Frais accessoires usuels

Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 et 4.2 les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de téléphone, de fax, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au **temps de déplacement**, à l'infrastructure informatique et aux bureaux de chantier.

☒ Frais de reproduction

Les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, des plans et des autres documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le mandant sont remboursés au mandataire de la manière suivante :

☐ Selon décompte des dépenses prouvées (c.f. lettre circulaire du SPC "Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieurs, géomètres et architectes")

☒ Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 et 4.2. Le nombre indiqué des dossiers est purement informel ; des modifications ne donnent aucun droit sur des rémunérations supplémentaires.

☐ Remboursement selon les modalités convenues dans l'accord séparé du

4.4. Variations de prix (renchérissement)

☐ Les variations de prix sont calculées périodiquement selon la (les) méthode(s) suivante(s) :

Le décompte du renchérissement a lieu sur la base des conditions cantonales, valables au moment de la conclusion du contrat, selon tableau 2.2 « facteurs de renchérissement basé sur l'indice des salaires nominaux des branches économiques 70-74 » du document cantonal « adaptations des honoraires pour prestations d'ingénieurs, géomètres et architectes dès le 14 janvier 2024 »

☒ Les variations de prix sont comprises dans la rémunération forfaitaire convenue (phase 1).

4.5. Rémunération des prestations non définies de manière définitive

4.5.1. Genre des prestations non définies de manière définitive :

☒ A définir

4.5.2. Rémunération :

☒ tarif moyen de l'offre du 8.05.2020 (Fiche A11 du document de l'offre)

5. Modalités financières

5.1. Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes :

- ☒ Pour les prestations au tarif temps, le mandataire fourni au moins tous les deux mois le détail des heures par prestation et collaborateur.
- ☒ Le mandataire a droit à des acomptes s'élevant à 90% au moins du prix des prestations fournies.

Précisons selon SIA 103, 2020 :

Le solde des honoraires pour les prestations fournies échoit à la réception du décompte final chez le mandant.

Précisons du mandant :

La fin des travaux peut être admise lorsque tous les éléments suivants sont accomplis :

- > Travaux entièrement terminés, y compris travaux complémentaires suite à la réception
- > Facture finale des travaux liquidée
- > Plans conformes à l'exécution transmis
- > Documentation de l'ouvrage rassemblée et transmise au MO

A cette échéance, les montants suivants peuvent être facturés :

- > 100% des honoraires des prestations d'étude jusqu'à la phase 51 « Projet d'exécution » selon SIA 103:2020 (y compris)
- > 90% de la phase 52 « Exécution de l'ouvrage »
- > 60% de la phase 53 « Mise en service et achèvement » qui correspond aux prestations réalisées dans le cadre de la réalisation de la documentation de l'ouvrage

La part des honoraires pour la surveillance de l'élimination des défauts, est exigible à l'échéance du délai de garantie (délai de réclamation) selon la norme SIA 118, si l'ingénieur en a accompli les prestations.

Au délai de garantie, le solde des prestations est facturable :

- > 10% de la phase 52 « Exécution de l'ouvrage »
- > 40% de la phase 53 « Mise en service et achèvement » correspondant aux prestations liées à la direction, à l'organisation et à la surveillance de l'élimination des défauts

*

- ☐ Rémunération fondée sur le plan de paiement du
- ☒ Dans le cas d'une interruption du projet en cours de phase, seules seront indemnisées les prestations déjà produites. Ces dernières seront facturées selon le tarif-temps-moyen de la KBOB.

5.2. Facturation et paiement

Les factures doivent mentionner le numéro du projet (PCAM) et le numéro du contrat ainsi que le numéro TVA de l'entreprise. Les montants sont à détailler de la manière suivante :

- > séparé par lot
 - > l'avancement par phase (%)
 - > le montant brut des prestations
 - > les frais (% et Fr.)

- > le rabais (% et Fr.)
- > l'escompte (0 % et 0 Fr.)
- > la retenue de garantie (% et Fr.)
- > les acomptes précédents
- > Total intermédiaire HT
- > Part du mandant (Etat ou commune)
- > la TVA (% et Fr.)
- > le montant TTC

Elles sont à envoyer aux adresses suivantes :

Etat de Fribourg

Service des ponts et chaussées

Section gestion financière

Rue des Chanoines 17

1700 Fribourg

Les factures sont établies de façon détaillée et vérifiable pour les prestations dues et fournies en vertu du présent contrat. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences sont renvoyées au mandataire pour correction et éventuellement pour complémentation de la documentation. Les parties contestées de la facture n'échoient qu'à la réception d'une demande de paiement établie en bonne et due forme. Le reste de la facture est payé dans le délai fixé dans le contrat.

5.3. Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 30 jours.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire (édition 2015, v 1.3/1) sont réservées.

5.4. Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus **nom de l'institut** à **Lieu**,
IBAN : **N° IBAN** Compte : **N° compte**.

Ces informations seront à
fournir avant la conclusion
du contrat

6. Délais

Activité :	Début :	Fin :
Attribution du mandat et début des études	19.06.2020	17.07.2020
Variantes (3) et avant-projet	17.07.2020	31.12.2020
Examen préalable	01.01.2020	31.03.2020
Projet d'ouvrage	01.04.2021	30.09.2021
Mise à l'enquête	01.10.2021	03.11.2021
Appel d'offres entreprise	01.04.2022	30.09.2022
Projet d'exécution (déterminant sera le programme de remise des plans à convenir)	01.04.2023	30.06.2025
Travaux	01.07.2023	30.06.2025

Selon planning général du projet annexé.

7. Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont indiqués sur la 1^{ère} page.

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit

8. Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes :

- | | | |
|--|---|-------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporelles : CHF | <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; background-color: #f0f0f0;">Ces informations seront reprises du formulaire Q3 du document B de l'offre du mandataire</div> | (au moins 10 millions de CHF) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages matériels : CHF | | (au moins 10 millions de CHF) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages à l'ouvrage : CHF | | (au moins 2 millions de CHF) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Autres dommages : CHF | | (au moins 10 millions de CHF) |

Compagnie d'assurances :

N° de police :

Franchise par sinistre : CHF

☐ Le mandataire déclare s'être assuré en outre contre les risques spécifiques au projet suivants :

9. Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurances, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter également les principes susmentionnés.

Pour chaque infraction à l'une des obligations mentionnées au présent chiffre, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à 10% de la rémunération hors TVA indiquée au chiffre 4.1 et 4.2, mais au minimum à CHF 3'000.- et au maximum à CHF 100'000.-.

10. Accords spéciaux

10.1. Dérogation aux conditions générales

En dérogation aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2015), il est convenu de ce qui suit:

néant

10.2. Autres accords spéciaux

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants :

10.2.1. Vérification des factures

Le mandataire est chargé de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au maître d'ouvrage dans les délais spécifiés ci-dessous :

- > En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.
- > Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 30 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les déduire de sa créance d'honoraires.

10.2.2. Relations avec des tiers

Le mandataire n'entreprendra aucune démarche engageant le mandant sur le plan financier ou de responsabilité sans l'accord préalable de ce dernier.

Le mandataire informera le mandant de toute démarche auprès des tiers, en relation avec le mandat (par copie de correspondance, de procès-verbaux, notes, etc.).

10.2.3. Prestations particulières

Bases du projet et convention d'utilisation

Le mandataire devra mettre à jour tout au long du projet les bases du projet et la convention d'utilisation.

Avant-métrés et soumissions

Le mandant indiquera au mandataire la subdivision des lots et objets pour l'établissement des avant-métrés et des soumissions. La structure du devis est en principe à maintenir.

Les avant-métrés seront établis sans majoration de quantité (arrondis à l'unité supérieure) pour les travaux métrables.

Le mandataire doit disposer d'un logiciel de soumissions conforme au CAN.

Points de repère et de triangulation

Le mandataire a l'obligation de faire figurer sur les plans d'exécution les points de triangulation du 1er au 4ème ordre, les points de nivellement fédéraux et cantonaux ainsi que les points de repère (PR) cantonaux.

Il est tenu de signaler au mandant les points qui doivent être protégés ou déplacés.

Implantation de l'ouvrage

En plus des prestations ordinaires concernant les contrôles d'implantation de l'ouvrage, le mandataire doit assurer le contrôle de piquetage de l'entrepreneur. (Norme SIA 103 art. 4.3.52, édition 2020, contrôle des implantations et de l'altimétrie des phases de travaux).

Echange des données

Tous les documents produits (plans, rapports, pv) sont à fournir en plus des versions papier comme fichier pdf.

Les photos principaux de chantier sont à transmettre sous forme de rapport ou comme images avec des noms explicites.

Les couches marquages et signalisation sont à livrer à la fin des travaux comme fichier dwg ou dxf.

11. Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les deux parties.

12. Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle. Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour des raisons juridiques, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

12.1. Modifications des prestations

Si des modifications de prestations ou des prestations supplémentaires sont décidées en cours de mandat, l'adaptation de tout ou partie des honoraires globaux sera réalisée sur les bases du calcul de l'offre.

Les mises au point demandées par le mandant en cours de projet, à la suite de l'examen préalable et de l'enquête publique, font partie des prestations ordinaires du mandataire, à l'exclusion de modifications fondamentales du projet.

Toutes modifications de prestations ou prestations supplémentaires ne pourront être effectuées qu'après demande formelle du mandataire (accompagnée d'une offre d'honoraires complémentaire) et accord préalable écrit du mandant ou alors à la demande formelle de ce dernier. Toute exécution prématurée de telles prestations le sera au risque du mandataire.

13. Droit applicable, litiges et for

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à un médiateur indépendant et compétent, chargé de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire. Le cas échéant, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

14. Expéditions

Le présent contrat est établi en 3 exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

15. Signatures

Contrat établi par HM

Les mandants :

Pour l'Etat de Fribourg

Fribourg, le

André Magnin
Ingénieur cantonal

Denis Wéry
Chef de la Section projets routiers

Prénom, nom
Fonction

Choisir type mandataire :

Lieu et date :

Société
Prénom, nom
Fonction

Société
Prénom, nom
Fonction

Les membres signataires de la communauté de mandataires:

- > déclarent répondre solidairement de l'exécution du contrat;
- > confirment que l'entreprise chef de file représente la communauté de mandataires face au mandant jusqu'à révocation écrite et qu'ils considèrent que toutes les communications adressées à ladite entreprise sont notifiées valablement à la communauté de mandataires;
- > confirment que les paiements effectués par le mandant au lieu de paiement indiqué au chiffre 5.4 ont un effet libératoire.

16. Annexes

- > Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB v2015
- > Documents de l'appel d'offre
 - > Cahier de charges
 - > L'offre du soumissionnaire : Offre
 - > Calcul des rémunérations : Fiches A4.11 et A4.21 du document l'offre
 - > Organisation du mandataire : Fiches A22.1 à A22.6 du document de l'offre
 - > Analyse du marché : Fiches A23, A31 et A32 du document de l'offre
 - > Déclaration du soumissionnaire : Fiches Q1 à Q4 du document de l'offre
 - > Le cas échéant, convention du groupement : Fiches Annexes à Q1
- > Planning général du cahier des charges
- > Adjudication du mandat par le Conseil d'Etat du ...